

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 622

Rubrik: Document

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Walesa à Gdansk

Pologne: les informations se font rares. Et pour cause. La presse, dans sa grande majorité, qu'elle soit allemande, anglaise ou française, remplace les «nouvelles», devenues rarissimes ou sujettes à caution, et les reportages par des commentaires. Tentatives le plus souvent stériles de récupération journalistique des événements, frustration inquiète de tous ceux qui s'étaient découvert des réserves de solidarité avec ce pays proche.

Très rares, les journaux qui n'ont pas abdiqué, qui vont au-delà des communiqués officiels et des dépêches d'agence, qui traquent encore les faits et qui répondent finalement à notre soif de savoir, à défaut de comprendre, pour participer un peu. Parmi ces exceptions, le quotidien français «Libération», dont la chronique polonaise est exemplaire depuis des semaines (reflet du reste de la qualité de cette publication dans son ensemble depuis sa reparation).

Il y a quelques jours, les 12 et 13 janvier, «Libération» offrait à ses lecteurs un document brut d'une intensité et d'un intérêt exceptionnels: l'intégralité du compte rendu de la dernière séance de la commission nationale de Solidarité, tenue à Gdansk quelques heures avant le putsch et malgré les rumeurs inquiétantes de mouvements de troupes suspects. Parmi les interventions, celle de Lech Walesa, qui permet de distinguer, autant que cela soit possible, quelques-unes des perspectives des événements qui se sont succédé depuis lors.

Voici donc quelques extraits de ce document!

Prenant la parole, Walesa commence par mettre les choses au point (les notes de la rédaction — NDLR — que nous reproduisons sont celles de «Libération» dans un très précieux travail de mise en situation):

«Merci. Pour commencer, j'aimerais éclaircir une petite affaire. Chaque fois que je m'absente de la

séance de la commission nationale, même si c'est pour aller griller une cigarette, il y en a qui me reprochent tout de suite de passer mon temps à flâner (jeu de mots: en polonais, «Walesa» veut dire «il se balade, il flâne». NDLR). Je voudrais vous dire une chose: si quelqu'un pense que je vais me soûler la gueule, ou que je ne vous prends pas au sérieux, il se trompe. Si quelqu'un a des doutes sur mon travail, qu'il vienne vérifier comment je travaille. Si je sors dans le couloir, ou même si je suis en déplacement, ce n'est pas pour me reposer ou parce que je vous néglige. Mais parce qu'il y a une délégation, et puis une deuxième, et une troisième, qui apporte des médicaments ou d'autres choses, et qui se sent obligée, au moins, de me serrer la main. Vous savez bien que c'est comme ça. Bien sûr, j'essaie de me faire remplacer. Mais non, il faut que ce soit moi.

» Alors, comprenez-moi bien. Je ne passe pas mon temps à ne rien faire. Ne me posez plus jamais cette question. Ne me demandez plus de rester attaché à cette salle comme un chien de garde. Je veux y être, je veux écouter. Mais, en même temps, je dois quand même faire mon boulot. Voilà, c'est pour qu'on n'en parle plus, pour que cette question ne revienne plus sur le tapis.»

Et ensuite, quelques phrases qui aujourd'hui prennent un accent prophétique, avertissement aux Polonais qui imaginent que le leader de Solidarité pourrait composer:

«Maintenant, le problème suivant. Comme je vous le disais en août en descendant de la porte (du chantier naval de Gdansk, au-dessus duquel les grévistes portaient Walesa, en août 1980. NDLR), je vous le répète aujourd'hui: la lutte ne fait que commencer. En même temps, je vous disais qu'on ne peut ni m'acheter, ni me tuer, ni me vendre, et que je ne peux pas trahir le peuple. Admettez-le enfin. Tant que je suis là, dans ce lieu, je reste incorruptible et je n'ai pas peur. Je suis là pour gagner, croyez-le et cessez de nier, de me mettre les bâtons dans les roues et de faire des petites combines.»

Finalement, après avoir analysé les derniers combats mené par Solidarité, Walesa fixe les perspectives du mouvement:

«En même temps, rendons-nous bien compte. Nous sommes arrivés à un moment que, moi, je prévoyais seulement pour le printemps, que je voulais encore arriver à contourner. Quitte à ce que vous me critiquiez et à ce que vous ne me laissiez pas tranquille, je voulais tenir encore jusqu'au printemps. Je ne voulais pas qu'on en arrive aux solutions politiques maintenant. J'ai tenu bon encore jusqu'à Radom (Walesa, à la réunion de Radom, début décembre, s'était abstenu de voter la résolution, adoptée à une très large majorité, décidant la grève générale en cas de pouvoirs d'exception. NDLR), et je me rends compte maintenant que je n'irai pas plus loin. Car il y a trop de résistances internes et trop de malentendus entre nous. J'en suis ainsi arrivé à la conviction qu'il n'y a pas d'autres solutions, que les solutions politiques doivent être prises plus tôt que je ne le pensais.

» Voilà pourquoi Radom a été ce qu'il a été. Voilà pourquoi j'ai cessé d'être le bon Walesa — parce que quelqu'un avait cru, un jour, que j'étais un bon Walesa. Vous avez tous cru que j'étais un traître qu'on a acheté, etc. Et pourtant ça n'était pas vrai. Il faudrait que le plus de gens possible comprennent.»

DOMAINE PUBLIC

L'échéance de janvier

Quel soulagement pour l'administration de «Domaine Public» si les retardataires s'acquittaient de leur abonnement 1982 sans attendre l'envoi de rappels, coûteux et désagréables!

NB. Toujours à votre disposition pour envoyer DP «à l'essai» à des personnes à qui vous voulez du bien.